



États financiers

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du
Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Le 31 décembre 2017

Table des matières

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 2
État de la situation financière	3
État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations	4
État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite	5
Notes afférentes aux états financiers	6 - 22

Rapport de l'auditeur indépendant

Grant Thornton LLP
4th Floor
570 Queen Street, PO Box 1054
Fredericton, NB
E3B 5C2
T (506) 458-8200
F (506) 453-7029
www.GrantThornton.ca

Au conseil des fiduciaires du Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la

préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des conventions comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP au 31 décembre 2017 ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fredericton, Canada
14 juin 2018



Grant Thornton LLP
Comptables professionnels agréés

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

État de la situation financière

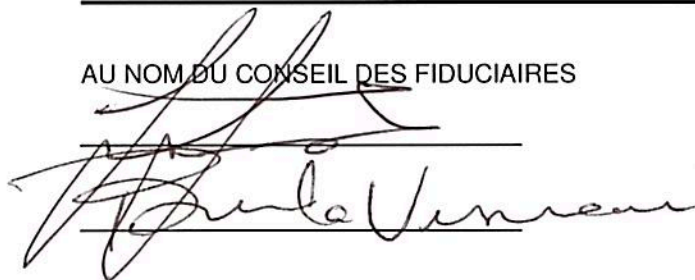
Le 31 décembre

2017

2016

Actif	2017	2016
Placements		
Instruments à court terme	1 603 051 \$	1 201 793 \$
Revenu fixe	447 830 722	395 297 773
Actions canadiennes	90 636 954	95 829 464
Actions étrangères	135 854 446	140 134 510
Biens immobiliers	83 248 890	78 595 461
Infrastructure	92 559 988	60 703 700
Dérivés	<u>1 438 321</u>	<u>(1 276 041)</u>
	<u>853 172 372</u>	<u>770 486 660</u>
Sommes à recevoir		
Cotisations des employés	2 468 074	3 211 329
Cotisations de l'employeur	3 824 272	4 322 876
Intérêts et dividendes courus	<u>3 259 358</u>	<u>3 231 733</u>
	<u>9 551 704</u>	<u>10 765 938</u>
Charges payées d'avance	11 922	21 614
Prestations de retraite payées d'avance	4 074 128	3 894 194
Trésorerie	<u>6 753 529</u>	<u>8 152 458</u>
Total de l'actif	<u>873 563 655</u>	<u>793 320 864</u>
Passif		
Créditeurs	495 473	670 682
Prestations de retraite et remboursements des prestations payables	17 717	328 452
Paiement de la valeur de rachat des prestations	176 492	181 399
Ruptures de mariage	<u>29 724</u>	<u>26 182</u>
Total du passif	<u>719 406</u>	<u>1 206 715</u>
Actif net disponible pour le service des prestations	<u>872 844 249</u>	<u>792 114 149</u>
Obligations au titre des prestations de retraite (page 5 et note 8)	<u>975 200 000</u>	<u>939 500 000</u>
Déficit	<u>(102 355 751) \$</u>	<u>(147 385 851) \$</u>

AU NOM DU CONSEIL DES FIDUCIAIRES



Consulter les notes accompagnant les états financiers.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

Exercice terminé le 31 décembre	2017	2016
Dividendes		
Cotisations		
Employeur (note 3)	32 162 360 \$	32 441 256 \$
Employés (note 3)	28 684 522	28 916 432
Transferts réciproques	<u>482 259</u>	<u>403 885</u>
	<u>61 329 141</u>	<u>61 761 573</u>
Revenus de placement		
Intérêts	12 541 302	19 433 626
Dividendes	16 871 693	20 651 493
Variation non matérialisée de la valeur de marché des placements au cours de l'exercice	28 436 333	531 028
Gains réalisés sur la vente de placements	11 760 307	18 598 440
Prêts de titres	<u>33 311</u>	<u>34 841</u>
	<u>69 642 946</u>	<u>59 249 428</u>
	<u>130 972 087</u>	<u>121 011 001</u>
Charges		
Versements de prestations (note 4)	45 927 889	43 306 837
Frais et dépenses		
Frais de gestion des placements	2 131 678	1 912 260
Frais d'administration (note 5)	1 995 803	1 617 090
Coûts de transaction	39 852	68 332
Frais de mesure du rendement	74 675	64 355
Frais de garde	48 802	45 023
Frais de rapports de conformité	<u>23 288</u>	<u>17 814</u>
	<u>4 314 098</u>	<u>3 724 874</u>
	<u>50 241 987</u>	<u>47 031 711</u>
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	80 730 100	73 979 290
Actif net disponible pour les prestations, au début de l'exercice	<u>792 114 149</u>	<u>718 134 859</u>
Actif net disponible pour les prestations, à la fin de l'exercice	<u>872 844 249 \$</u>	<u>792 114 149 \$</u>

**Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du
Nouveau-Brunswick membres du SCFP
État de l'évolution des obligations au titre des prestations de
retraite**

Exercice terminé le 31 décembre	2017	2016
Obligations au titre des prestations de retraite, au début de l'exercice	<u>939 500 000</u> \$	<u>888 426 000</u> \$
Évolution des obligations au titre des prestations de retraite		
Prestations accumulées	32 200 000	32 800 000
Versements de prestations	(45 800 000)	(43 300 000)
Intérêts	41 600 000	39 900 000
Augmentations accordées en raison du coût de la vie	13 700 000	12 400 000
Amélioration des prestations de retraite accumulées	1 100 000	10 800 000
Transferts d'entrée nets	400 000	400 000
Gain actuariel	<u>(7 500 000)</u>	<u>(1 926 000)</u>
	<u>35 700 000</u>	<u>51 074 000</u>
Obligations au titre des prestations de retraite, à la fin de l'exercice	<u>975 200 000</u> \$	<u>939 500 000</u> \$

Consulter les notes accompagnant les états financiers.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

1. Description du Régime

La description suivante du Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP (le Régime) n'est qu'un sommaire. Pour obtenir des renseignements additionnels, consulter le document relatif au Régime.

Le 1^{er} juillet 2012, le Régime de retraite des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP a été converti en Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP. Ce modèle, régi par le conseil des fiduciaires, a introduit des modifications pour faire face à la déficience de financement dans le Régime. Le Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP est présenté comme une continuation du Régime de retraite des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP préexistant. Le modèle à risques partagés fournit des fonds supplémentaires en augmentant les cotisations des membres et des employeurs. Il introduit également des procédures de gestion des risques, des objectifs de financement et le partage des risques afin de gérer prudemment la variabilité des résultats de financement au fil du temps.

Le modèle de régime de retraite à risques partagés n'est pas défini dans les normes comptables existantes. Selon les normes actuelles, un régime de retraite doit être comptabilisé soit comme un régime à cotisations déterminées ou comme un régime à prestations déterminées. La détermination du traitement comptable approprié pour ces plans nécessite un degré élevé de jugement professionnel. En fonction de la recherche effectuée, de la loi habilitante et des documents spécifiques du régime, la direction a conclu que la méthode à prestations déterminées représente un traitement comptable approprié pour le Régime en ce moment.

a) Généralités

Le Régime est un régime de retraite à risques partagés pour les employés à temps plein et à temps partiel ainsi que pour les employés occasionnels ou temporaires admissibles (autres que les employés à temps plein, temps partiel) qui sont membres du SCFP et son Conseil des syndicats d'hôpitaux, section locale 1252.

b) Financement du Régime

Les cotisations sont effectuées par les participants au Régime et par l'employeur pour financer les prestations, comme il est déterminé en vertu des dispositions du document et de la politique de financement du Régime.

c) Prestations de retraite

Les prestations de base décrites à l'article V du document relatif au Régime (résumé ci-dessous) sont les prestations prévues en vertu du Régime. Nonobstant les autres dispositions du Régime, la politique de financement autorisera ou obligera le conseil des fiduciaires à apporter des changements aux prestations de base. De tels changements peuvent être positifs ou négatifs et toucheront toutes les catégories de participants au Régime.

- I. Pour chaque année (ou partie d'année) de service ouvrant droit à pension le 1^{er} juillet 2012 ou après cette date :
 - 1,4 % X les gains ouvrant droit à pension annualisés accumulés durant l'année jusqu'à concurrence du MGAP pour l'année
 - PLUS
 - 2,0 % X le montant des gains ouvrant droit à pension annualisés accumulés durant l'année qui dépasse le MGAP pour l'année
 - MULTIPLIÉ PAR
 - le nombre d'heures travaillées (et ayant donné lieu à des cotisations) / 1 950 heures

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

1. Description du Régime (suite)

- II. Pour tout le service ouvrant droit à pension entre le 1^{er} janvier 1997 et le 30 juin 2012 :
 - le service ouvrant droit à pension X 1,4 % X les gains moyens des 5 meilleures années au 30 juin 2012 jusqu'à concurrence du MGAP moyen
PLUS
 - le service ouvrant droit à pension X 2,0 % X le montant des gains moyens des 5 meilleures années au 30 juin 2012 qui dépasse le MGAP moyen

- III. Pour tout le service ouvrant droit à pension antérieur au 1^{er} janvier 1997 :
 - le service ouvrant droit à pension X 1,75 % X les gains moyens des 5 meilleures années au 30 juin 2012 jusqu'à concurrence du MGAP moyen
PLUS
 - le service ouvrant droit à pension X 2,0 % X le montant des gains moyens des 5 meilleures années au 30 juin 2012 qui dépasse le MGAP moyen

Toutes les prestations (versées ou payables) peuvent être rajustées annuellement selon les augmentations accordées en raison du coût de la vie en conformité avec la politique de financement.

Un participant peut choisir une pension de base, soit une pension viagère avec une période garantie de 5 ans, ou l'un des quatre types de pension facultative : 1) une pension viagère avec garantie de 10 ans; 2) une pension viagère réversible au conjoint à 60 %; 3) une pension viagère réversible au conjoint à 75 %; 4) une pension viagère réversible au conjoint à 100 %.

L'âge normal de la retraite est 65 ans. Des prestations de retraite non réduites sont alors disponibles lorsqu'un participant bénéficie de droits acquis (a atteint au moins cinq années d'emploi continu, au moins deux années de service ouvrant droit à pension ou au moins deux années d'adhésion au Régime, dont le Régime des employés à temps partiel et saisonniers). Les participants qui bénéficient de droits acquis peuvent recevoir des prestations réduites entre 55 et 65 ans. Un participant qui opte pour une retraite anticipée recevra également une prestation de raccordement temporaire payable jusqu'à l'âge de 65 ans, qui correspond à 18 \$ par mois par année de service ouvrant droit à pension.

d) Prestations d'invalidité

Les dispositions du Régime ne prévoient aucun versement de prestations d'invalidité.

e) Prestations de décès

Si un participant décède avant de prendre sa retraite et ne bénéficie pas de droits acquis, la prestation payable à son conjoint survivant (ou bénéficiaire s'il n'y a aucun conjoint ou que le conjoint a renoncé à son droit à la prestation) est un remboursement des cotisations que le participant a versées avec les intérêts accumulés.

Si un participant décède avant sa retraite et bénéficie de droits acquis, son conjoint survivant (ou son bénéficiaire s'il n'y a pas de conjoint ou que le conjoint a renoncé à son droit à la prestation) recevra un montant forfaitaire égal correspondant au montant de la valeur de terminaison que le participant aurait reçu si sa période de service avait cessé immédiatement avant son décès.

Si un participant décède après avoir pris sa retraite, la prestation de décès payable est établie conformément aux dispositions de la pension qu'il avait choisie à la date de sa retraite.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

1. Description du régime (suite)

f) Prestations de cessation d'emploi

Un participant qui ne bénéficie pas de droits acquis et qui cesse son emploi recevra un remboursement de ses propres cotisations avec les intérêts accumulés.

Un participant qui bénéficie de droits acquis et qui n'est pas admissible à une prestation de retraite immédiate peut choisir de recevoir une pension différée dès l'âge de 55 ans ou un montant correspondant à la valeur de terminaison de la prestation de retraite à la date de sa cessation d'emploi. La valeur de terminaison de la prestation de retraite doit être transférée dans un régime enregistré d'épargne-retraite, à condition que le transfert soit permis en vertu de la *Loi sur les prestations de pension (la Loi)*. Les participants bénéficiant de droits acquis qui cessent leur emploi et qui sont immédiatement admissibles à une prestation de retraite mensuelle peuvent choisir de recevoir une pension immédiate ou différée.

g) Impôt sur le revenu

Le Régime est un régime de pension agréé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

2. Déclaration de conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés en conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Les normes comptables pour les régimes de retraite obligent les entités à choisir des conventions comptables pour les comptes qui ne concernent pas leur portefeuille de placements ou leurs obligations au titre des prestations de retraite conformément à la Partie I (Normes internationales d'information financière (« IFRS »)) ou à la Partie II (Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé (« NCECF »)) du Manuel de CPA Canada. Le Régime applique la Partie II pour de tels comptes de façon cohérente et pour autant que ces normes n'entrent pas en conflit avec les exigences des normes comptables pour les régimes de retraite.

a) Base de présentation

Ces états financiers présentent la situation financière de l'ensemble du Régime à titre d'entité financière indépendante des répondants du Régime et de ses participants. Ils ont été préparés pour aider les participants au Régime et les autres intéressés à examiner les activités du Régime pour l'exercice, mais sans faire mention des exigences de financement du Régime ou de la sécurité des prestations dont bénéficient les participants individuels du Régime.

b) Instruments financiers

L'actif financier et le passif financier sont comptabilisés lorsque le Régime devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

L'actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie à partir de l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier et tous les risques et les avantages sont transférés.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

2. Déclaration de conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et sommaire des principales conventions comptables (suite)

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, acquitté, annulé ou arrive à échéance.

L'actif financier et le passif financier sont tous initialement évalués à leur juste valeur. La juste valeur est une estimation de la valeur d'échange dont conviendraient des personnes bien informées, consentantes et agissant en toute liberté dans des conditions normales de concurrence.

L'actif financier et le passif financier sont par la suite évalués comme il est décrit ci-dessous.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont évalués au coût amorti et désignent la trésorerie, les dépôts à vue et les placements hautement liquides à court terme qui sont facilement convertibles en montants d'argent connus dans un délai de trois mois du dépôt.

Actif de placement et passif de placement

Tous les placements du portefeuille sont désignés par le Régime comme des actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat à la constatation initiale et sont comptabilisés à leur juste valeur parce que le portefeuille est géré et son rendement est évalué à la juste valeur, conformément aux politiques et aux directives qui documentent la stratégie de placement et les contrôles des risques du Régime. Les placements du portefeuille sont détenus pour satisfaire aux obligations au titre des prestations de retraite. La juste valeur est la mesure la plus pertinente pour déterminer si les placements sont suffisants pour satisfaire aux obligations.

Les intérêts et le revenu de dividendes, ainsi que les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur tous les placements du portefeuille sont compris dans le revenu de placement. Les intérêts et le revenu de dividendes sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont constatés au cours de l'exercice où ils produisent. Les achats et les ventes de titres classés comme placements du portefeuille sont constatés à la date de transaction.

L'actif de placement et le passif de placement sont tous évalués à leur juste valeur à la date de l'état de la situation financière conformément à l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » dans la Partie I du Manuel de CPA Canada. Les justes valeurs de l'actif de placement et du passif de placement sont déterminées ainsi :

1. Les instruments à court terme sont évalués au coût plus les intérêts courus, ce qui se rapproche de la juste valeur.
2. Les titres à revenu fixe sont évalués en fonction du cours acheteur de clôture. Lorsque le cours acheteur n'est pas disponible, la juste valeur est calculée à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie en fonction des rendements actuels du marché des instruments ayant des caractéristiques semblables.
3. Les actions sont évaluées en fonction des cours de clôture. Lorsqu'aucun cours acheteur courant n'est disponible, le prochain cours acheteur de clôture ou cours acheteur disponible le plus récent sera actualisé comme cours courant.
4. Les fonds communs sont évalués en fonction de la valeur unitaire qui est fournie par des services d'évaluation des cours. Lorsque les cours ne sont pas disponibles auprès de ces services d'évaluation des cours, les cours sont établis manuellement sur une base mensuelle ou plus fréquente à l'aide de sources publiées et des données externes fournies par les sociétés d'évaluation externes et représentent la part proportionnelle de l'actif net sous-jacent à la juste valeur déterminée à l'aide des cours acheteurs de clôture.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

2. Déclaration de conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et sommaire des principales conventions comptables (suite)

5. Les biens immobiliers consistent en un placement dans un fonds commun. Le fonds investit dans les biens immobiliers, les prêts hypothécaires participatifs et les biens aux fins d'aménagement ou de revente. Le placement est évalué en fonction de la valeur unitaire qui est fournie par l'administrateur du fonds commun et représente la part proportionnelle du Régime de l'actif net sous-jacent à sa juste valeur.
6. L'infrastructure consiste en un placement dans un fonds commun. Le placement est évalué en fonction de la valeur unitaire fournie par l'administrateur du fonds commun et représente la part proportionnelle du Régime de l'actif net sous-jacent à sa juste valeur.
7. Les dérivés consistent en contrats de change à terme qui sont des contrats financiers dont la valeur est établie en fonction de la valeur de l'actif, des indices, des taux d'intérêt ou des taux de change sous-jacents.

Les coûts de transaction ne sont pas compris dans la juste valeur de l'actif de placement et du passif de placement, que ce soit à la comptabilisation initiale ou à la réévaluation subséquente. Ils sont compris dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations dans les charges engagées au cours de la période.

Le revenu de placement, ainsi que la variation de la juste valeur de l'actif de placement et du passif de placement sont présentés dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

Cotisations et autres sommes à recevoir

Les cotisations et les autres sommes à recevoir sont évaluées en fonction d'un coût amorti à l'aide de la méthode des intérêts effectifs. L'actualisation est omise lorsque l'effet de l'actualisation est négligeable. Une provision pour perte de valeur est établie et une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat lorsque des données objectives confirment que le Régime ne pourra pas recouvrer tous les montants exigibles. La valeur comptable de la somme à recevoir est réduite par l'utilisation d'un compte de réserve pour créances irrécouvrables. Les créances ayant subi une perte de valeur sont radiées au moyen du compte de réserve pour créances irrécouvrables lorsqu'elles sont jugées irrécouvrables. La valeur comptable des autres sommes à recevoir se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme des placements.

Passif financier

Le passif financier est évalué ultérieurement au coût amorti à l'aide de la méthode des intérêts effectifs. Il comprend les sommes à payer et les charges à payer.

c) Cotisations de retraite

Les cotisations des participants et de l'Employeur sont enregistrées dans la période au cours de laquelle les retenues à la source sont effectuées. Leur cumul a lieu jusqu'à la fin de l'exercice, dans le cas des périodes de paye qui se prolongent jusqu'à l'exercice suivant.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

2. Déclaration de conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et sommaire des principales conventions comptables (suite)

d) Obligations au titre des prestations de retraite

D'après les normes comptables actuelles, le Régime est comptabilisé en tant que régime à prestations déterminées établi pour les participants. Il est important de préciser qu'il n'existe actuellement aucune norme comptable claire pour les régimes à risques partagés comme le Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP. Les normes comptables pour les régimes de retraite du Manuel de CPA Canada (chapitre 4600) s'applique aux régimes de prestations déterminées ou à cotisations déterminées et non les régimes à risques partagés.

Les obligations au titre des prestations constatées dans l'état de la situation financière correspondent à la valeur actualisée actuarielle des prestations de retraite accumulées, déterminée à l'aide de la méthode actuarielle de répartition des prestations constituées (ou des prestations projetées) conformément à l'exigence de l'alinéa 14(7)a) du *Règlement 2012-75* établi en vertu de la Loi et des hypothèses actuarielles qui reflètent la meilleure estimation de la direction pour l'avenir.

e) Revenu de placement

Le revenu de placement est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comprend le revenu de dividendes (constaté à la date ex-dividende) et les intérêts créditeurs, ne tenant pas compte des frais des gestionnaires de placement.

Gains ou pertes réalisés ou non réalisés sur les placements

Les gains ou les pertes réalisés sur la vente de placements correspondent à la différence entre les produits reçus et le coût moyen des placements vendus.

Les gains ou les pertes non réalisés sur les placements correspondent à la différence entre la valeur comptable à la fin de l'exercice et à la valeur comptable à la fin de l'exercice antérieur ou à la valeur d'achat durant l'exercice, moins la contrepassation des gains et des pertes non réalisés déjà constatés par rapport aux cessions durant l'exercice.

f) Conversion des devises

Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de transaction. Les placements et les autres actifs et passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les gains ou les pertes de change qui en découlent sont inclus dans le revenu.

g) Incertitude relative aux estimations

Lors de l'établissement des états financiers, la direction pose des hypothèses et effectue des jugements et des estimations quant à la constatation et à l'évaluation de l'actif, du passif, des produits et des charges. Les résultats réels sont susceptibles d'être différents de ces jugements, estimations et hypothèses et ils seront rarement exactement les mêmes que les résultats estimés. Les renseignements au sujet des principaux jugements, estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la constatation et l'évaluation de l'actif, du passif, des produits et des charges sont abordés ci-dessous.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

2. Déclaration de conformité avec les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et sommaire des principales conventions comptables (suite)

Juste valeur des instruments financiers

La direction utilise des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur des instruments financiers, lorsque des prix cotés sur des marchés actifs ne sont pas disponibles. Les détails sur les hypothèses utilisées sont présentés dans les notes concernant l'actif et le passif financiers. Lors de l'application des techniques d'évaluation, la direction utilise au maximum des données sur le marché, ainsi que les estimations et les hypothèses qui correspondent, autant que possible, avec les données observables qu'utiliseraient les intervenants du marché pour fixer le prix de l'instrument. Lorsque les données applicables ne sont pas observables, elle utilise sa meilleure estimation au sujet des hypothèses que feraient les intervenants du marché. Ces estimations peuvent varier des prix réels qui seraient obtenus dans une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale à la date de présentation de l'information financière.

Obligations au titre des prestations de retraite

Un actuaire indépendant estime l'obligation au titre des prestations de retraite à l'aide des hypothèses établies par l'actuaire, conformément aux normes de l'Institut canadien des actuaires; toutefois le résultat réel peut varier en raison de l'incertitude relative aux estimations. L'estimation de 975 200 000 \$ (2016 – 939 500 000 \$) est basée sur les hypothèses démographiques suivantes : les taux de retraite, la mortalité et les taux de cessation d'emploi. L'hypothèse économique utilisée dans l'estimation est le taux de rendement de l'actif (qui est utilisé également comme taux d'actualisation).

3. Cotisations	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Cotisations de l'employeur		
Cotisations normales	32 142 611 \$	32 390 616 \$
Service antérieur	<u>19 749</u>	<u>50 640</u>
	<u>32 162 360</u>	<u>32 441 256 \$</u>
Cotisations des employés		
Cotisations normales	28 641 930 \$	28 862 925 \$
Service antérieur	<u>42 592</u>	<u>53 507</u>
	<u>28 684 522 \$</u>	<u>28 916 432 \$</u>

4. Versements de prestations	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Versements de prestations de retraite	43 074 263 \$	40 345 491 \$
Versements de prestations de cessation d'emploi	1 590 812	1 417 323
Versement de prestations de survivant	1 093 817	1 309 642
Transferts réciproques	107 343	-
Rupture du mariage	<u>61 654</u>	<u>234 381</u>
	<u>45 927 889 \$</u>	<u>43 306 837 \$</u>

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

5. Frais d'administration	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Frais d'administration	1 603 901 \$	1 240 067 \$
Honoraires d'actuaire et de conseil	171 204	162 439
Honoraires d'avocat	41 917	20 804
Frais de déplacement du conseil des fiduciaires	101 206	128 352
Frais de formation du conseil des fiduciaires	47 993	46 453
Honoraires d'audit et de comptabilité	<u>29 582</u>	<u>18 975</u>
	<u>1 995 803 \$</u>	<u>1 617 090 \$</u>

6. Opérations entre apparentés

Le Régime est apparenté au gouvernement du Nouveau-Brunswick, y compris ses ministères, agences, districts scolaires, régies régionales de la santé, sociétés de la Couronne et autres entités de la Couronne. Le conseil des fiduciaires détermine les montants des cotisations au Régime et les paiements à partir de celui-ci.

Services

Jusqu'au 30 septembre 2016, le Régime a reçu certains services des ministères du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Ces opérations entre apparentés ont été effectuées dans le cours normal des activités et ont été évaluées en fonction des montants convenus par les parties. Durant les neuf premiers mois de 2016, des montants de 498 128 \$ pour les salaires et les avantages sociaux des employés et de 60 298 \$ pour les services de technologie d'information ont été imputés au Régime. D'autres services ont été fournis sans contrepartie au cours de l'exercice. Depuis le 1^{er} octobre 2017, le Régime obtient de tels services auprès d'un parti sans lien de dépendance, Vestcor Inc.

Placements

Au 31 décembre 2017, le Régime détenait 4,3 % d'un fonds commun à revenu fixe de 1 853,4 millions de dollars. De ce total, 38,7 millions de dollars se composaient de titres de la province du Nouveau-Brunswick. Le Régime détenait aussi 28,9 % d'un fonds commun à revenu fixe à long terme de 847,7 millions de dollars. De ce total, 13,0 millions se composaient de titres de la province du Nouveau-Brunswick.

Au 31 décembre 2016, le Régime détenait 3,7 % d'un fonds commun à revenu fixe de 1 940,0 millions de dollars. De ce total, 39,3 millions de dollars se composaient de titres de la province du Nouveau-Brunswick. Le Régime détenait aussi 27,2 % d'un fonds commun à revenu fixe à long terme de 766,8 millions de dollars. De ce total, 12,0 millions de dollars se composaient de titres de la province du Nouveau-Brunswick.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

7. Politique de financement

À la suite de la conversion en régime à risques partagés, une politique de financement a été établie au moment de l'instauration du Régime conformément à l'alinéa 100.4(1)b) de la Loi.

La politique de financement est l'outil utilisé par le conseil des fiduciaires pour gérer les risques inhérents à un régime à risques partagés. Elle fournit l'orientation et les règles concernant les décisions que le conseil doit, ou peut, prendre concernant les niveaux de financement, les cotisations et les prestations.

La politique de financement décrit l'échéancier et les mesures que le conseil des fiduciaires doit prendre, ou envisager, s'il y a lieu, d'après les résultats de l'évaluation actuarielle de la politique de financement du Régime et l'application, au Régime, des procédures de gestion des risques requises.

La politique de financement énonce un objectif principal et deux objectifs secondaires de la gestion des risques suivants :

- a) L'objectif principal de la gestion des risques est d'atteindre une probabilité de 97,5 % que les prestations de base ne seront pas réduites au cours des vingt prochaines années.
- b) Les objectifs secondaires sont :
 - I. accorder en moyenne une indexation conditionnelle sur les prestations de base (tous les participants) qui dépasse 75 % de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur les vingt prochaines années.
 - II. réaliser une probabilité de 75 % que les prestations accessoires, décrites dans le texte du Régime à la conversion, puissent être versées au cours des vingt prochaines années.

Les objectifs de gestion des risques ci-dessus sont mesurés à l'aide d'un modèle d'appariement de l'actif et du passif avec des scénarios économiques futurs élaborés à l'aide d'une méthode stochastique.

La politique de financement énonce les décisions que doit prendre le conseil des fiduciaires. Ces décisions sont fondées sur coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans calculé comme étant la somme de la valeur actualisée des cotisations excédentaires plus la valeur du marché de l'actif selon une base de permanence divisée par le passif de la politique de financement. Selon le résultat, ces décisions peuvent comporter un plan de redressement du déficit de financement ou un plan d'utilisation de l'excédent de financement qui fera en sorte que les futurs changements aux taux de cotisation et prestations sont effectués en tenant compte des contraintes des objectifs de gestion des risques ci-dessus.

Le plan de redressement du déficit de financement est déclenché si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du Régime est inférieur à 100 % à deux fins d'année de Régime successives.

Voici un résumé des mesures qui doivent être prises, par ordre de priorité :

1. Augmenter les taux de cotisation jusqu'à 1,0 % des gains; puis
2. Changer les règles de la retraite anticipée relatives au service après la conversion, pour les participants non encore admissibles à la retraite et à une pension immédiate selon les conditions du Régime pour en arriver à une pleine réduction actuarielle pour retraite prise avant l'âge de 65 ans; puis
3. Changer les règles de la retraite anticipée relatives au service avant la conversion, pour les participants non encore admissibles à la retraite et à une pension immédiate selon les conditions du Régime pour en arriver à une pleine réduction actuarielle pour retraite prise avant l'âge de 60 ans; puis

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

7. Politique de financement (suite)

4. Réduire d'au plus 5 % les taux d'accumulation de la prestation de base du futur service après la date de mise en application du plan de redressement du déficit; puis
5. Réaliser une baisse proportionnelle des prestations de base de tous les participants, sans distinction du mode de participation en proportions égales pour le service passé et futur.

Le plan d'utilisation de l'excédent de financement est déclenché lorsque le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du régime dépasse 105 %. Si les prestations de base et/ou accessoires ont été réduites, tous excédents disponibles pour utilisation doivent d'abord être utilisés pour rétablir ces réductions. Par la suite, les actions suivantes doivent être prises dans l'ordre de priorité suivante et aucune action ne peut être entreprise tant que l'action immédiatement précédente dans la liste ci-dessous soit complétée :

1. Indexer les prestations de base et la prestation de raccordement accumulée à concurrence du plein IPC depuis la dernière date à laquelle l'IPC a été pleinement réalisé; puis
 2. Prévoir d'autres augmentations des prestations de base des participants qui ne recevaient pas de pension à la date à laquelle les prestations de base sont remontées à une moyenne du salaire final sur cinq ans; puis
 3. Prévoir une augmentation supplémentaire pour les participants à la retraite, de manière qu'une formule moyenne finale puisse être raisonnablement reproduite pour chaque participant à sa date de départ à la retraite, puis indexée à hauteur de l'IPC complet par la suite, sous réserve de tout plafond imposé par la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
 4. Faire un versement global qui représente une estimation raisonnable des augmentations du versement non perçue par le passé, jusqu'aux niveaux de prestation découlant des étapes 2 et 3; puis,
 5. Prévoir une autre augmentation des prestations des participants qui ne recevaient pas de pension à la date d'évaluation de la politique de financement ayant déclenché la mesure, à hauteur du taux d'augmentation du salaire moyen; puis
 6. Constituer une réserve qui couvre les dix prochaines années d'indexation conditionnelle potentielle; puis
 7. Appliquer les rajustements des cotisations de jusqu'à 2 %; puis
 8. Améliorer la pension normale de tous les participants qui ne reçoivent pas de pension; puis
 9. Améliorer la prestation de raccordement de tous les participants admissibles à une pension de raccordement, qu'elle soit ou non en cours de versement; puis
 10. Améliorer les règles de retraite anticipée après le 30 juin 2012, pourvu que le conseil des fiduciaires tienne compte de l'évolution de l'espérance de vie.
-

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

8. Obligation au titre des prestations de retraite

La valeur actualisée des prestations de retraite accumulées a été déterminée selon la méthode actuarielle de répartition des prestations constituées (ou des prestations projetées) conformément à l'exigence de l'alinéa 14(7)a) du Règlement 2012-75 établi en vertu de la Loi.

Les obligations au titre des prestations de retraite correspondent à la valeur actualisée des prestations acquises par les participants pour des services antérieurs au 31 décembre 2017. Elles ne tiennent pas compte de l'incidence des futures augmentations de salaire ni des futurs ajustements au coût de la vie que pourrait accorder le conseil des fiduciaires conformément aux modalités du Régime et à la politique de financement.

Les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation de la politique de financement tiennent compte de la conjoncture économique actuelle et de l'adoption du modèle à risques partagés en vertu de la Loi. Une évaluation actuarielle a été réalisée par Morneau Shepell en date du 31 décembre 2016 puis extrapolée au 31 décembre 2017.

Les principales hypothèses à long terme utilisées dans l'extrapolation sont :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Intérêt	4,50 %	4,50 %
Mortalité	Table de mortalité 2014 pour le secteur public (CPM2014Publ), projetée à l'aide de l'échelle d'amélioration B (CPM-B) avec des facteurs d'ajustement basés sur la taille de 131 % pour les hommes et de 123 % pour les femmes.	Table de mortalité 2014 pour le secteur public (CPM2014Publ), projetée à l'aide de l'échelle d'amélioration B (CPM-B) avec des facteurs d'ajustement basés sur la taille de 131 % pour les hommes et de 123 % pour les femmes.

La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation doit être réalisée le 31 décembre 2017. À la date du présent rapport, cette évaluation n'a pas encore été réalisée.

9. Instruments financiers

Dans le cours normal des activités, le Régime est exposé à divers risques financiers : le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, risque de liquidité et autre risque de prix. La valeur des placements dans le portefeuille du Régime peut fluctuer chaque jour à cause des variations des taux d'intérêt, des conditions économiques et de l'information sur les marchés ayant trait à des titres précis au sein du Régime. Le niveau de risque dépend des objectifs de placement du Régime et du type de titres dans lequel il investit.

Il n'y a eu aucun changement dans la façon dont le Régime gère ces risques depuis l'exercice précédent.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SCFP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

9. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations ou à l'un de ses engagements à l'égard du Régime. Lorsque le Régime investit dans des titres de créance, cet investissement représente la concentration principale du risque de crédit. La valeur de marché des titres de créance comprend la prise en considération de la solvabilité de l'émetteur et représente donc l'exposition maximale au risque de crédit du Régime. Toutes les transactions exécutées par un régime dans des titres inscrits à la cote sont réglées ou payées à la livraison au dépositaire. Le risque de défaillance est jugé minime, car les titres vendus sont seulement livrés après que le dépositaire a été payé. L'achat est réglé après que le dépositaire a reçu les titres. La transaction échouera si l'une ou l'autre partie omet de s'acquitter de son obligation.

Au 31 décembre 2017, le Régime a investi dans des titres de créance ayant la notation suivante :

Titre de créance par notation	Pourcentage de la valeur	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
AAA	20,01 %	14,19 %
AA	9,68 %	13,58 %
A	39,91 %	38,46 %
BBB	13,11 %	15,24 %
BB	7,45 %	8,14 %
B	8,48 %	8,32 %
CCC	0,91 %	1,88 %
Sans notation	0,45 %	0,18 %

Les notations sont obtenues de Standard & Poors, Moody's, Fitch ou du Dominion Bond Rating Service. Lorsqu'une notation ou plus est obtenue pour un titre, la notation la plus faible a été utilisée. Les titres de créance sans notation comprennent la trésorerie et les placements à court terme.

La direction croit que le Régime n'est pas exposé à des risques de crédit élevés se rattachant aux autres sommes à recevoir.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que les variations des taux d'intérêt aient un effet sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers. Il se présente lorsque le Régime investit dans des instruments financiers productifs d'intérêts. Le Régime est exposé au risque que la valeur de ces instruments financiers fluctue à cause des variations des taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

Au 31 décembre 2017, l'exposition du Régime aux titres de créance par échéance et incidences sur l'actif net s'il y avait eu un déplacement en parallèle de la courbe de rendement de 25 points de base avec toutes les autres variables maintenues constantes (« analyse de la sensibilité »), est la suivante :

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

9. Instruments financiers (suite)

Titres de créance par échéance	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Moins de 1 an	16 087 493 \$	20 795 868 \$
De 1 à 5 ans	66 922 233	61 399 776
Plus de 5 ans	349 098 989	308 503 635
Non classés	<u>6 520 879</u>	<u>156 269</u>
	<u>438 629 594</u>	<u>390 855 548</u> \$
Sensibilité	<u>11 810 471</u> \$	<u>10 262 426</u> \$

En pratique, les résultats réels des transactions pourraient différer de l'analyse de sensibilité ci-dessus et cette différence pourrait être importante.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Il est associé aux instruments financiers (y compris la trésorerie et équivalents de trésorerie) libellés en devises autres que le dollar canadien, qui représente la devise fonctionnelle du Régime. Durant l'exercice en cours, le Régime a atténué le risque de change à l'aide de contrats de change à terme. Les contrats de change à terme sont des ententes entre deux parties, négociées hors bourse et non sur un marché organisé, portant sur l'achat ou la vente d'une devise contre une autre devise à une date et à un prix futurs. Ils sont utilisés pour se protéger contre les variations des cours des monnaies étrangères.

Le Régime est exposé aux devises suivantes :

	<u>2017</u>		<u>2016</u>	
	Risque de change (\$)	Pourcentage de l'actif net (%)	Risque de change (\$)	Pourcentage de l'actif net (%)
Dollar américain	157 020 157	18,24 %	155 737 277	20,00 %
Euro	11 510 587	1,34 %	13 043 467	1,70 %
Livre sterling	12 377 740	1,44 %	13 244 538	1,70 %
Roupie indienne	8 293 762	0,96 %	6 015 791	0,80 %
Yen japonais	7 811 183	0,91 %	8 267 579	1,10 %
Won sud-coréen	6 048 798	0,70 %	4 966 242	0,64 %
Franc suisse	5 961 846	0,69 %	6 520 717	0,80 %
Rupiah indonésien	5 912 341	0,69 %	5 065 483	0,60 %
Real brésilien	5 707 965	0,66 %	5 200 908	0,70 %
Peso mexicain	5 449 109	0,63 %	4 504 497	0,58 %
Autre	23 014 937	2,68 %	25 105 273	3,21 %

Ce montant est basé sur la valeur de marché des instruments financiers du Régime. Les autres actifs financiers et passifs financiers qui sont libellés en devises n'exposent pas le Régime à un risque de change important.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

9. Instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2017, si le dollar canadien s'était raffermi ou affaibli de 1 % par rapport aux taux de change respectifs, toutes les autres variables étant maintenues constantes, l'actif net aurait augmenté ou diminué, respectivement, d'environ 2 491 084 \$ (2016 – 2 476 718 \$). Le Régime utilise des contrats de change à terme pour réduire son exposition aux fluctuations des taux de change. Au 31 décembre 2017, le montant des devises faisant l'objet de contrats de change à terme est de 120 789 000 \$ (2016 – 114 821 000 \$).

En pratique, les résultats réels des transactions pourraient différer de l'analyse de sensibilité ci-dessus et cette différence pourrait être importante.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Régime ne puisse pas s'acquitter de ses obligations à échéance. La direction croit que les flux de trésorerie provenant de son actif de placement et de ses cotisations mensuelles suffiront à régler ses dépenses de fonctionnement normales. Le Régime surveille les flux de trésorerie pour s'assurer de disposer de suffisamment de fonds en caisse afin de régler les paiements prévus des prestations de retraite, les dépenses de fonctionnement et les autres obligations financières.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur de marché ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent à cause de variations du prix du marché (autres que ceux découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change). Tous les investissements représentent un risque de perte de capital. Le gestionnaire de portefeuille atténue ce risque par une sélection et une diversification prudentes des titres et des autres instruments financiers dans les limites des objectifs et de la stratégie de placement du Régime. Le risque maximal inhérent aux instruments financiers est déterminé par la valeur de marché des instruments financiers. Les positions globales du Régime sur le marché sont surveillées chaque jour par les gestionnaires de portefeuille. Les instruments financiers détenus par le Régime sont vulnérables au risque du prix du marché découlant d'incertitudes au sujet des prix futurs des instruments.

L'état de la situation financière classe les titres par segment du marché.

L'impact sur l'actif net du Régime découlant d'une variation de 1 % de l'indice de référence, toutes les autres variables étant maintenues constantes, au 31 décembre 2017, est évalué à 1,09 % ou 9,5 millions de dollars (2016 – 1,1 % ou 8,7 millions de dollars). Pour le présent calcul, les rendements historiques du portefeuille ont été comparés au rendement de l'indice historique d'une position moyenne en ce qui concerne la composition de l'actif.

Il est possible que les résultats historiques ne soient pas représentatifs des résultats futurs; donc les incidences sur l'actif net pourraient être sensiblement différentes.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

9. Instruments financiers (suite)

Informations à fournir sur la juste valeur

Les placements sont classés dans une hiérarchie de trois niveaux selon les données utilisées pour évaluer la juste valeur. La hiérarchie accorde la priorité la plus élevée aux cours publiés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques et la plus faible priorité aux données du marché qui ne sont pas observables, ayant servi à déterminer la juste valeur. Si différents niveaux de données sont utilisés pour évaluer la juste valeur d'un placement, le classement est basé sur les données utilisées de plus bas niveau. Voici les trois niveaux de la hiérarchie de juste valeur :

Niveau 1 - cours (non rajustés) publiés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;

Niveau 2 - données autres que les cours publiés compris dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement; et

Niveau 3 - données pour les actifs ou les passifs, qui ne sont pas basées sur des données du marché observables.

Le tableau suivant de la hiérarchie de juste valeur présente de l'information au sujet de l'actif du Régime évalué à sa juste valeur sur une base récurrente au 31 décembre 2017 (en millions de dollars).

	<u>2017</u>			<u>2016</u>				<u>2016</u>
	<u>Juste</u>			<u>valeur</u>				<u>Juste</u>
	<u>Niveau 1</u>	<u>Niveau 2</u>	<u>Niveau 3</u>	<u>totale</u>	<u>Niveau 1</u>	<u>Niveau 2</u>	<u>Niveau 3</u>	<u>valeur</u>
								<u>totale</u>
Revenu fixe	1,1 \$	446,8 \$	-	447,9 \$	0,2 \$	395,1 \$	-	395,3 \$
Actions canadiennes	83,3	7,3	-	90,6	86,6	9,3	-	95,9
Actions étrangères	76,8	59,1	-	135,9	76,2	63,9	-	140,1
Biens immobiliers	-	-	83,2	83,2	-	-	78,6	78,6
Infrastructure	-	-	92,6	92,6	-	-	60,7	60,7
Dérivés	-	1,4	-	1,4	-	(1,3)	-	(1,3)
Total	161,2 \$	514,6 \$	175,8 \$	851,6 \$	163,0 \$	467,0 \$	139,3 \$	769,3 \$

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

9. Instruments financiers (suite)

Voici un rapprochement des variations durant l'exercice pour les placements qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données de niveau 3 :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Solde, au début de l'exercice	139 299 161 \$	119 028 094 \$
Achats	25 565 898	74 691 461
Ventes	-	(59 447 168)
Placements	(4 565 898)	(1 002 562)
Sommes à recevoir	5 722 025	5 949 711
Charges	(887 430)	(13 258)
Gains réalisés	391 399	(2 439 224)
Variation des gains (pertes) non réalisés	<u>10 283 723</u>	<u>2 532 107</u>
Solde, à la fin de l'exercice	<u>175 808 878 \$</u>	<u>139 299 161 \$</u>

Deux placements sont classés comme niveau 3 :

1) Un intérêt dans une société en commandite dans un fonds qui investit dans les biens immobiliers ayant une valeur de marché de 83,2 millions de dollars (2016 – 78,6 millions de dollars). Il s'agit d'un fonds ouvert n'ayant pas de marché actif pour ses parts et aucune valeur d'actif nette publiée en date du 31 décembre 2017, donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie de la juste valeur.

2) intérêt dans une société en commandite dans un fonds qui investit dans des infrastructures mondiales ayant une valeur de marché de 92,5 millions de dollars (2016 – 60,7 millions de dollars). Il s'agit d'un fonds ouvert n'ayant pas de marché actif pour ses parts et aucune valeur d'actif nette publiée en date du 31 décembre 2017, donc classé comme un placement de niveau 3 dans la hiérarchie de la juste valeur.

10. Gestion du capital

Le Régime utilise un plan de gestion du capital, un énoncé d'objectifs et de politiques de placement (EOPP), qui est révisé annuellement par le conseil des fiduciaires. L'EOPP formule des principes et lignes directrices de placement qui sont appropriés aux besoins et objectifs du régime de retraite.

Les objectifs généraux du placement de l'actif du Régime sont de préserver et d'accroître la valeur du capital par une diversification adéquate dans des placements de haute qualité et d'obtenir le meilleur rendement possible en présumant un degré de risque acceptable.

Les lignes directrices sur le placement de l'EOPP expliquent que l'actif du Régime doit être investi dans des titres à revenu fixe, ainsi que dans des titres de participation, de placement immobilier et d'infrastructure, selon les proportions que les fiduciaires peuvent établir de temps à autre. La conversion en régime de retraite à risques partagés a comporté un changement de la composition de l'actif. Le portefeuille sera investi de la façon suivante : obligations à long terme (30 %), univers des obligations du Canada du FTSE TMX (10 %), obligations américaines à rendement élevé (7,5 %), obligations d'État mondiales (7,5 %), actions canadiennes (10 %), actions étrangères (15 %), titres de placement immobilier (10 %) et titres d'infrastructure (10 %). Au 31 décembre 2017, les participations au Régime ont été investies conformément à la composition de l'actif dans l'EOPP.

Régime à risques partagés des employés des hôpitaux du Nouveau-Brunswick membres du SFCP

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2017

10. Gestion du capital (suite)

Les placements du Régime en actions doivent être bien diversifiés par secteur de l'industrie et catégorie de capitalisation. Les placements dans les obligations canadiennes doivent être diversifiés par secteur et être soumis à des contraintes de qualité minimales. Les investissements dans les titres mondiaux à revenu fixe doivent être bien diversifiés dans l'ensemble des secteurs de l'industrie, des régions géographiques et catégories de capitalisation et adhérer également à des contraintes de qualité minimales.

11. Engagements

Au 31 décembre 2017, le Régime a des placements engagés non financés de 34,5 millions de dollars américains (environ 43,3 millions de dollars canadiens) à son gestionnaire des investissements d'immobiliers à l'échelle mondiale.

12. Indemnisation

Conformément à l'accord et à la déclaration de fiducie, le Régime prévoit un privilège de premier rang et une première charge sur l'actif du Régime à titre d'indemnisation au conseil des fiduciaires à l'égard de toute responsabilité engagée, y compris les frais de défense. Le Régime pourrait être obligé d'indemniser ces personnes en cas de réclamation faite contre elles. La nature incertaine de ces obligations au titre de l'indemnisation empêche le Régime de faire une estimation raisonnable des paiements potentiels maximums qui pourraient être exigés. Le Régime n'a reçu aucune réclamation ou n'a effectué aucun paiement relatif à telles indemnisations.

13. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs ont été rajustés afin de se conformer aux changements dans la présentation pour l'exercice actuel.
